



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.25/6

18 avril 2001

NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

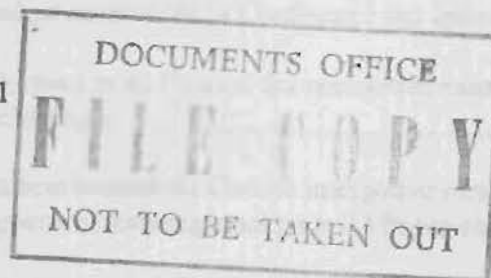
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingtième réunion du Comité technique
préparatoire plénier/Neuvième réunion
du Groupe intergouvernemental d'experts

Trente-quatrième session de la Commission/
Vingt-cinquième réunion de la Conférence
des ministres/Neuvième session de la Conférence
des ministres africains des finances

Alger (Algérie)
2-7 mai 2001

Alger (Algérie)
8-10 mai 2001



QUESTIONS EMANANT DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION

TABLE DES MATIERES

	PAGE
INTRODUCTION	1
1. Deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification	2
2. Huitième réunion de la Conférence des ministres africains des finances	4
3. Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes : examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing	5
4. Première réunion du Comité de l'information pour le développement	8
5. Première réunion du Comité du développement humain et de la société civile	9
6. Quatorzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie	10
7. Première réunion du Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie	12
8. Dix-huitième session du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale	13
9. Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe	13
10. Troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest	14
11. Quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest	15
12. Quinzième réunion du Comité intergouvernemental du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord	17
13. Seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord	18

INTRODUCTION

Le présent document contient des résumés des débats ainsi que les résolutions, décisions et recommandations des organes subsidiaires de la Commission qui se sont réunis depuis la dernière session, tenue en mai 1999.

Le mécanisme intergouvernemental de la Commission tel qu'il a été restructuré par la Commission dans la résolution 826 (XXXII) se présente comme suit :

A. Organes chargés des questions générales de développement

a) La Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification (la Commission) et son Comité technique préparatoire plénier. La Conférence se réunit tous les deux ans. Au cours de l'année qui suit chaque session, un Comité de suivi composé du Bureau en place et du Bureau sortant se réunit;

b) Les Comités intergouvernementaux d'experts des cinq centres de développement sous-régional (CDSR). Chaque Comité intergouvernemental d'experts se réunit une fois par an et fait rapport à la Commission par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier. Les années où la Commission ne se réunit pas, les rapports de ces comités sont soumis au Comité de suivi;

c) La Conférence des ministres africains des finances. La Conférence se réunit tous les deux ans en alternance avec les réunions de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification.

B. Organes subsidiaires

- a) Le Comité "Femmes et développement";
- b) Le Comité de l'information pour le développement;
- c) Le Comité du développement durable;
- d) Le Comité du développement humain et de la société civile;
- e) Le Comité de l'industrie et du développement du secteur privé;
- f) Le Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie;
- g) Le Comité de la coopération et de l'intégration régionales.

Tous ces organes se réunissent en session ordinaire tous les deux ans.

Depuis la dernière session de la Commission, les organes subsidiaires suivants se sont réunis :

a) Le Comité du développement humain et de la société civile : première réunion du 21 au 23 juin 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie).

b) Le Comité de l'information pour le développement : première réunion du 28 juin au 2 juillet 1999, à Addis-Abeba,

c) La Conférence des ministres africains de l'industrie : quatorzième réunion les 22 et 23 octobre 1999 à Dakar (Sénégal),

d) Le Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie : première réunion du 15 au 18 novembre 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie),

e) La sixième Conférence régionale africaine sur les femmes : examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing, du 22 au 26 novembre 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie),

f) Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale : dix-huitième réunion, du 10 au 12 avril 2000 à N'Djamena (Tchad),

g) Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe : sixième réunion, du 11 au 13 avril 2000 à Windhoek (Namibie),

h) Le Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification : deuxième réunion, les 4 et 5 mai 2000 à Abuja (Nigéria),

i) Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest : troisième réunion, du 7 au 10 juin 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie),

j) Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest : quatrième réunion, du 26 au 29 mars 2001 à Dakar (Sénégal),

k) La Conférence des ministres africains des finances et son Comité d'experts : huitième réunion, du 15 au 22 novembre 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie),

l) Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord : Quinzième et seizième réunions, tenues du 28 au 31 mars 2000 et du 13 au 16 mars 2001, respectivement à Tanger (Maroc).

Les débats de ces organes subsidiaires ainsi que les résolutions, décisions et recommandations principales adoptées à l'occasion de leurs réunions sont résumés ci-dessous :

1. **Deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification**

La deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres a été accueillie par le Ministère nigérian de la coopération et de l'intégration en Afrique les 4 et 5 mai 2000 à Abuja (Nigéria). Elle a été précédée, par la deuxième réunion préparatoire d'experts du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres, qui s'est tenue du 1er au 3 mai 2000.

Ces deux réunions ont été consacrées aux questions suivantes : examen à mi-parcours du Sommet mondial pour le développement social (l'expérience africaine); nouvelles orientations en ce qui concerne la coopération et l'intégration régionales en Afrique; examen du Plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 2002-2005 et évaluation de la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA).

Le Comité ministériel de suivi a adopté les deux résolutions suivantes :

- a) **Résolution 835 (MFC.2) sur le Plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique, adoptée la deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification**

Le Comité ministériel de suivi,

Rappelant la résolution 41/203 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1986 et les résolutions ultérieures relatives à la planification du programme,

Rappelant en outre la résolution 53/207 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1998 sur la planification du programme par laquelle l'Assemblée a adopté les révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 soumis par le Secrétaire général,

Prenant en compte la résolution 809 (XXXI) de la Commission en date du 8 mai 1996 dans laquelle la Commission a entériné les nouvelles orientations pour la Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le document E/ECA/MFC.2/2 intitulé «Projet de plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 2002-2005»,

Convaincu de la pertinence de l'orientation du Plan à moyen terme, en particulier des sous-programmes, s'agissant des questions et défis fondamentaux qui se posent à l'Afrique en matière de développement,

Approuve le projet de Plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 2002-2005 pour transmission à l'Assemblée générale et au Comité du programme et de la coordination, à la lumière des commentaires et observations formulés par le Comité ministériel de suivi.

- b) **Résolution 836 (MFC.2) sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA), adoptée à la deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification**

Le Comité ministériel de suivi,

Rappelant la résolution 808 (XXX) de la Commission en date du 3 mai 1995 sur le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique, demandant que la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) se tienne chaque année à New York dans le cadre de la Conférence d'annonce de contributions de l'ONU,

Préoccupé par les réponses insuffisantes des Etats membres et d'autres partenaires lors de la Conférence d'annonce de contributions à New York,

Soulignant la nécessité de renforcer le Fonds en tant que moyen de mobiliser des ressources additionnelles pour la mise en œuvre effective du programme de travail et ordre de priorité de la CEA,

Reconnaissant que le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique est destiné à être utilisé pour la réalisation de plusieurs aspects du développement,

1. Recommande que la Conférence d'annonce de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique soit retournée à la Commission économique pour l'Afrique et se tienne tous les deux ans, conjointement avec la session biennale de la Commission, à partir de l'an 2001;

2. Lance un appel aux gouvernements et aux institutions africains afin qu'ils accordent leur plein appui au Fonds en accroissant leurs annonces de contributions et en payant leurs arriérés au Fonds d'affectation spéciale;

3. Invite les partenaires du développement africain à participer activement aux conférences d'annonce de contributions.

2. Huitième réunion de la Conférence des ministres africains des finances

La huitième réunion de la Conférence des ministres africains des finances s'est tenue les 21 et 22 novembre 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie).

La réunion avait pour objectif de permettre aux pays africains de bien préparer les deux manifestations majeures demandées par l'Assemblée générale des Nations Unies pour 2001, à savoir la Réunion internationale de haut niveau sur le financement du développement et la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA). La Conférence s'est penchée sur certains problèmes importants qui se posent à l'Afrique en matière de développement et elle a réfléchi à la nécessité d'accélérer la croissance et le développement en Afrique par une plus grande intégration dans l'économie mondiale, notamment en ce qui concerne les pays les moins avancés. Elle a, en particulier, examiné certaines questions importantes se rapportant à la dette, au commerce, à l'aide publique au développement, au commerce et à l'investissement ainsi qu'à l'architecture financière internationale.

La Conférence a adopté la résolution suivante :

Résolution sur "le nouveau Pacte mondial avec l'Afrique"

La Conférence des ministres africains des finances

Ayant examiné la proposition relative à un nouveau Pacte mondial avec l'Afrique, présentée à la session par le Secrétaire exécutif de la CEA ;

Prenant note des principes d'appropriation ; de réciprocité des engagements et d'obligation de rendre des comptes, contenus dans la présentation du Pacte ;

1. Accueille avec satisfaction la proposition d'un nouveau Pacte mondial avec l'Afrique;

2. Accepte que le contenu de ce Pacte provienne de l'Afrique;

3. Exhorte les membres à élaborer au niveau national des concepts et des propositions à inclure dans le Pacte. A cet égard, la Conférence demande au Secrétaire exécutif de la CEA de distribuer le projet du Pacte à tous les ministres des finances et de la planification;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de constituer un Comité directeur englobant le Bureau de la huitième session de la Conférence et des représentants des principales organisations régionales et

sous-régionales ainsi que d'autres experts de haut niveau, chargés de revoir les contributions nationales, régionales et sous-régionales au Pacte et de donner des avis quant à son contenu et quant à la marche à suivre;

5. Recommande à la CEA de consulter des individus et des institutions qui sont le plus en mesure de faciliter la mise en œuvre du Pacte. Ces institutions devraient comprendre l'Organisation des Nations Unies et les partenaires de développement de l'Afrique;

6. Demande au Secrétaire exécutif de présenter, à la réunion d'avril 2001 à laquelle participeront les ministres des finances et de la planification, un Pacte détaillé et des propositions sur la meilleure façon de le mettre en œuvre;

7. S'engage à collaborer avec le Secrétaire exécutif de la CEA à ces fins.

3. **Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes : examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing**

La sixième Conférence régionale africaine sur les femmes s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 26 novembre 1999. Elle a été consacrée à l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing. Des représentants d'organismes nationaux, d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, d'universités et d'institutions spécialisées de l'ONU ont participé à l'évaluation thématique de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

La Conférence a adopté la Déclaration suivante :

Déclaration de la sixième Conférence régionale sur les femmes

Nous, les participantes à la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 26 novembre 1999, en tant que représentants des gouvernements et la société civile;

Réaffirmant les engagements pris à Dakar et à Beijing, à savoir assurer la promotion des femmes, leur accès aux responsabilités, leur pleine participation aux processus de prise de décisions et leur accès aux ressources;

Réaffirmant en outre la reconnaissance explicite de la dignité et de l'égalité en droits de l'homme et de la femme;

Reconnaissant que des efforts ont été faits au cours des cinq dernières années pour mettre en œuvre la Plate-forme d'action de Dakar et le Programme d'action de Beijing qui ont notamment débouché sur les réalisations suivantes :

a) A ce jour, 47 pays africains ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

b) La participation des femmes à la vie politique et à la prise de décision s'est accrue : un pays a dépassé l'objectif de 30% fixé en ce qui concerne la représentation au parlement et plusieurs autres sont sur le point d'atteindre cet objectif ;

c) Dans plusieurs pays, la réforme foncière a débouché sur une législation qui reconnaît aux femmes le droit de posséder des terres, de les exploiter et d'en hériter. Le nombre de mécanismes créés spécialement pour les femmes par les principaux organismes financiers et bancaires afin de leur faciliter l'accès au prêt et au crédit a augmenté aussi. Les besoins des femmes sont également mieux connus et des efforts sont faits pour fournir les services essentiels qui permettent de répondre à ces besoins;

d) Le militantisme résolu des femmes en faveur de la paix, a fait qu'aujourd'hui les femmes participent aux processus de paix en général, et a débouché sur la création du Comité des Femmes africaines pour la paix et le développement ;

e) Faisant appel à leurs compétences en matière de gestion communautaire et appliquant l'approche participative en matière de pouvoir, les femmes ont apporté une manière différente de voir sur le plan qualitatif, dans les négociations de paix et pour la consolidation de la paix;

f) Un consensus s'est dégagé sur le fait que les droits des femmes font partie des droits fondamentaux et que la violence à l'encontre des femmes constitue l'une des formes les plus répandues de violation des droits fondamentaux;

g) Des mesures encourageantes ont été prises par les pays pour promouvoir et protéger les droits des jeunes filles et leur assurer une éducation, un bon état de santé et une meilleure qualité de vie;

h) Les importantes activités menées pour sensibiliser à la question des mutilations génitales féminines ont contribué à faire reculer cette pratique, ou à la faire remplacer dans quelques communautés rurales du continent par de nouveaux rites de passage;

i) A la suite des révisions et réformes constitutionnelles, de nouveaux textes législatifs progressistes, qui répondent spécifiquement aux préoccupations des femmes, ont été adoptés;

j) Il y a eu des efforts redoublés pour rendre les mécanismes nationaux de promotion des femmes plus efficaces dans le but de faire prendre en compte les besoins des femmes par l'ensemble des institutions, secteurs, politiques et programmes nationaux.

Nous notons avec une vive préoccupation que, malgré ces résultats encourageants, il subsiste des lacunes et des contraintes à savoir :

a) Les nombreuses guerres et les conflits violents, dont sont de plus en plus victimes les populations civiles par le recours à diverses tactiques, notamment l'usage sans discernement d'armes antipersonnel, continuent d'épuiser les ressources du continent et contribuent à l'idée négative selon laquelle l'exil prolongé ou le déplacement des populations est un mode de vie acceptable pour nombre d'Africains, de même qu'elles servent à légitimer les formes les plus barbares de violence à l'égard des femmes et des enfants;

b) La persistance des atteintes aux droits fondamentaux des femmes, des enfants et des hommes, notamment au droit à la vie dans la mesure où les guerres et les actions militaires prennent le pas sur la promotion du développement durable. En outre, les femmes, les hommes et les enfants souffrent beaucoup des embargos et des blocus;

c) Les femmes sont toujours sous-représentées aux postes de prise de décisions et de responsabilité, en dépit des progrès accomplis;

d) La pauvreté croissante touche de plus en plus de femmes, en particulier en milieu rural;

e) Le fait que les femmes et les filles ne sont pas maîtresses de leur vie et n'ont que peu de choix, les expose en particulier à la pandémie de l'infection par le VIH/sida et a pour effet une dégradation de leur situation économique et sociale ; c'est là un obstacle de taille à la promotion des femmes et au développement de l'Afrique;

f) Le manque de services de santé de qualité, en particulier dans le domaine de la santé en matière de reproduction est à l'origine des taux élevés de mortalité et de morbidité maternelle;

g) Le manque de soins et de ressources permettant de répondre aux besoins particuliers des femmes handicapées et âgées ne fait que les marginaliser davantage;

h) Les difficultés pour les femmes et les filles à accéder à l'éducation et à l'information leur enlèvent toute possibilité d'épanouissement, et les maintiendront dans l'ignorance des progrès scientifiques et technologiques qui caractérisent la fin du XXe siècle. De ce fait, un grand nombre de femmes africaines entreront dans le troisième millénaire presque totalement démunies et marginalisées;

i) L'insuffisance des ressources et le statut inapproprié des mécanismes nationaux sont des contraintes majeures qui entravent l'action de ces derniers pour renforcer le pouvoir d'action des femmes et assurer l'égalité entre les sexes;

j) Le manque au niveau institutionnel de données désagrégées par sexe, qui permettraient d'influer sur la formulation de politiques et de prendre des mesures répondant aux préoccupations des femmes;

k) Le quasi-immobilisme de la société et l'absence de structures permettant de formuler des politiques propres à faire accéder les femmes aux structures de pouvoir.

Nous sommes convaincus que de ce qui suit :

a) Le nouveau millénaire offre l'occasion d'opérer des changements majeurs visant à assurer l'égalité entre les sexes : les responsables africains doivent voir là un défi à leur ingéniosité en tant que dirigeants;

b) Les femmes sont des partenaires cruciales de développement et il faut utiliser leurs capacités et leurs compétences pour opérer des changements qualitatifs et assurer la renaissance de l'Afrique ;

c) La pleine participation des femmes à la prise de décisions entraînera un partage équitable des ressources et un développement humain durable pour la renaissance de l'Afrique ;

d) Les femmes africaines doivent devenir des partenaires dans la gestion et la protection de l'environnement et il faudra, à cet égard, tenir compte de leur bon sens et de leur connaissance du milieu ;

e) Pour inverser le mouvement de sous-développement, tous les gouvernements africains doivent mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris, à savoir donner des moyens d'action aux femmes et assurer l'égalité entre les sexes;

En conséquence, nous exhortons tous ceux qui s'intéressent au développement du continent africain, y compris les organisations internationales, à :

- a) Traduire promptement les engagements en actions concrètes à l'aube du XXI^e siècle;
- b) Réaffirmer leur détermination et réitérer les engagements pris antérieurement pour trouver des solutions aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes ainsi que de la discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles;
- c) Mettre en place les ressources nécessaires ainsi que des mécanismes efficaces pour permettre aux femmes de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux et des libertés premières, leur donner des moyens d'action et assurer l'égalité entre les sexes;
- d) Redoubler d'efforts pour assurer la paix et la sécurité des personnes en Afrique, et reconnaissant le rôle de catalyseur que jouent les femmes dans les initiatives locales en faveur de la paix, veiller à ce qu'elles participent sur un pied d'égalité aux processus de paix à des niveaux élevés aux plans national et régional et qu'elles puissent influencer sur ces derniers;
- e) Ratifier, s'ils ne l'ont pas déjà fait, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes lever, d'ici à juin 2000, les réserves relatives à la Convention et accélérer sa mise en œuvre;
- f) Intégrer totalement les dispositions de la Convention dans les législations des pays, afin que les femmes puissent les invoquer pour faire valoir leurs droits auprès des juridictions nationales;
- g) Garantir une mise en œuvre complète et plus rapide de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

4. Première réunion du Comité de l'information pour le développement

Cette réunion s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba, du 28 juin au 2 juillet 1999. Les travaux se sont déroulés en séances plénières et dans le cadre de trois sous-comités : celui des technologies de l'information et de la communication, celui de la statistique et celui de l'information géographique.

a) Sous-Comité de la statistique

Les décisions prises et les recommandations formulées portaient, notamment, sur les sujets suivants : évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 ; les efforts que la CEA doit déployer pour faire comprendre aux plus hautes autorités gouvernementales en Afrique l'importance de la statistique pour la formulation des politiques, la planification, le suivi et l'évaluation des résultats économiques des pays africains ; les mesures que les pays africains pourraient prendre pour accélérer la mise en place du système de comptabilité nationale de 1993 ; la convocation d'une réunion d'experts intergouvernementaux concernant les enquêtes sur les ménages en Afrique ; la formulation d'une stratégie en vue du renforcement de la formation statistique en Afrique ; et la nécessité pour les Etats membres de la CEA de s'abonner au Système général de diffusion des données du FMI.

b) Sous-Comité de l'information géographique

Le Sous-Comité a examiné les avantages économiques et sociaux qui découleraient de l'utilisation des technologies de l'information géographique. A cet égard, il a débattu l'amélioration de la gestion des terres pour les économies nationales et municipales, des moyens d'améliorer l'analyse et la compréhension des données socioéconomiques et environnementales ayant un impact direct sur le bien-être des populations, des produits ayant une valeur ajoutée, des possibilités de commercialisation par le secteur privé, et d'autres incidences positives des technologies. Il a formulé des recommandations en ce qui concerne les infrastructures de données spatiales, la disponibilité des données spatiales, le recouvrement des coûts, la gestion de l'information sur les terres et le renforcement des capacités et il a créé un groupe de travail préparatoire permanent du Sous-Comité.

c) Le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication

Le Sous-Comité a examiné trois thèmes importants qui concernent les technologies de l'information et de la communication dans la région : le développement de l'infrastructure de l'information en Afrique, la mise au point et la diffusion de contenus africains et l'élaboration par les pays membres de politiques, plans et stratégies en vue de la mise en place de l'infrastructure nationale d'information et de communication. Il a également estimé que les gouvernements devaient accélérer la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en 1996. Le Sous-Comité a procédé à un examen approfondi du programme de travail de la CEA en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication. Il a estimé qu'il était conforme au mandat de la CEA et contribuait à la mise en place de la société de l'information en Afrique.

d) Mandat révisé du Comité de l'information pour le développement

A sa deuxième réunion, le Comité de l'information pour le développement a révisé le mandat du Comité, qui avait été défini par la Conférence des ministres de la CEA en 1997. A la suite de cette réunion, les trois Sous-Comités suivants ont été officiellement créés :

- a) Le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication ;
- b) Le Sous-Comité de la statistique ;
- c) Sous-Comité de l'information géographique.

5. Première réunion du Comité du développement humain et de la société civile

La réunion s'est tenue du 21 au 23 juin 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie). Les participants ont examiné les questions suivantes : la Déclaration de Copenhague - questions découlant des conférences sous-régionales de suivi - et le renforcement des capacités des organisations africaines de la société civile. Ils se sont également penchés sur les activités que la CEA menait dans les domaines du développement humain et social et de la société civile au titre de son programme de travail pour 1998-1999 et ont procédé à l'examen préalable du programme de travail pour 2000-2001.

Le Comité a invité les Etats membres à envisager sérieusement la possibilité d'associer les organisations de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre des politiques de développement. Il a exhorté les gouvernements des Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à créer des mécanismes permanents de consultation avec les organisations de la société civile.

Le Comité a recommandé aux Etats membres de coopérer pleinement avec le Centre africain de la société civile créé peu auparavant au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie) et de lui apporter toute l'assistance nécessaire.

6. Quatorzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie

La réunion, tenue les 22 et 23 octobre 1999 à Dakar (Sénégal), avait pour thème «Industrialisation et éradication de la pauvreté». Elle était organisée en collaboration avec l'ONUDI, l'OUA et le Gouvernement sénégalais.

Les participants ont principalement examiné les stratégies de relance du développement du secteur privé en Afrique et l'incidence de la mondialisation sur le développement industriel de l'Afrique. Le Comité a également été informé des activités relatives à la promotion de l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique.

La Conférence a adopté les deux résolutions suivantes :

a) Résolution 1 (XIV) relative à la Position commune africaine pour la huitième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

La Conférence des ministres africains de l'industrie

Avant à l'esprit le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, entré en vigueur le 12 mai 1994,

Préoccupée par l'impact de la globalisation et de la libéralisation de l'économie mondiale sur les économies fragiles des pays africains, exacerbé par l'accroissement de la dette extérieure, l'effondrement des prix des produits de base et la diminution, en termes réels, des apports de ressources à l'Afrique,

Déterminée à faire en sorte que le secteur industriel contribue efficacement au redressement économique, au développement durable et à l'intégration de l'Afrique, qui est le continent le moins industrialisé, comptant le plus grand nombre de pays les moins avancés,

Soulignant le rôle essentiel que joue l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans la promotion et la coopération industrielle pour et entre les pays en développement,

Consciente de la nécessité de maintenir, renforcer et accroître les capacités financières de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour lui permettre de continuer à répondre efficacement aux besoins des pays en développement, en général, et des pays africains, en particulier ;

1. Adopte la Position commune africaine en vue de la huitième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ; le texte de ladite Position est joint en annexe à la présente résolution ;

2. Exprime son ferme appui au renforcement de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, dont le rôle est crucial dans le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, et exprime sa profonde préoccupation devant les menaces qui pèsent sur cette organisation qu'il faudrait au contraire renforcer et financer adéquatement ;

3. Prie le Président de la quatorzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, en étroite coopération avec le Groupe africain de Vienne et l'Organisation de l'unité africaine et en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, de prendre toutes les mesures appropriées en vue de sauvegarder les intérêts des pays africains dans le processus opérationnel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

4. Invite tous les pays africains à participer à la huitième session de la Conférence générale de l'ONUDI et leur demande en particulier de défendre activement et efficacement les intérêts des pays africains;

5. Demande au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de fournir l'assistance nécessaire aux délégations africaines à la huitième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

6. Demande en outre au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de communiquer le rapport de la quatorzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, y compris la Position commune africaine, à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de le soumettre en tant que document officiel à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à sa huitième session prévue à Vienne en décembre 1999.

a) Résolution 2 (XIV) : Position commune africaine sur la mondialisation

La Conférence des ministres africains de l'industrie,

Notant que la grande majorité des pays africains ont déjà signé l'accord du cycle d'Uruguay et sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Reconnaissant le fait que le système de commerce multilatéral actuel n'est pas juste et risque d'accentuer davantage la marginalisation de l'Afrique avec des répercussions néfastes sur la pauvreté, l'insécurité alimentaire et autres conditions sociales,

Consciente du fait que la mise en œuvre des règles de l'Organisation mondiale du commerce pourrait avoir des implications négatives sur le développement économique de l'Afrique, en particulier sur l'industrialisation du continent, en entravant le renforcement des capacités requises pour la compétitivité industrielle,

1. Demande aux pays africains de promouvoir une croissance industrielle durable par l'expansion, la diversification et le renforcement du secteur manufacturier;

2. Demande instamment aux pays africains de formuler des stratégies pour développer le secteur privé dans le contexte de l'intégration régionale africaine, améliorer la compétitivité de ce secteur et promouvoir l'investissement étranger direct;

3. Invite les pays africains à :

a) Appuyer et renforcer le pouvoir des négociations commerciales pour créer un environnement favorable au développement de l'industrie africaine;

- b) Evaluer l'application des accords en vigueur et apprécier les efforts d'industrialisation de l'Afrique en vue d'en lever les obstacles;
- c) Solliciter l'appui de la communauté internationale en vue de la mise en place des conditions favorables à l'industrialisation dans les domaines des infrastructures et de la diminution des coûts des services, et renforcer la stabilité, notamment politique;
- d) Solliciter l'annulation de la dette extérieure des pays africains afin d'affecter les fonds tirés de ces annulations au financement des infrastructures socio-économiques;
- e) Appuyer la position des ministres africains du commerce prise à Alger en septembre 1999 en vue des négociations de Seattle;
- f) Réaliser un taux de croissance industrielle élevé en vue d'inverser la tendance à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation;
- g) Renforcer l'industrie africaine afin de la rendre compétitive tant sur les marchés locaux que sur les marchés extérieurs;
- h) Solliciter l'appui de la communauté internationale aux efforts déployés par les gouvernements africains pour établir la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans le but d'attirer les investissements étrangers directs;
- i) Consolider et développer l'intégration africaine aux niveaux sous-régional et régional dans différents secteurs : industrie, finances, communications, commerce, etc.
- j) Renforcer la compétitivité à travers le développement macro-économique, l'amélioration des infrastructures, la réduction du coût des transactions, une meilleure gestion industrielle, la promotion du développement technologique, le renforcement des capacités humaines;
- k) Créer un environnement favorable au développement du secteur privé, à l'investissement étranger direct et à la promotion des politiques de soutien au secteur industriel.

7. Première réunion du Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie

Le Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie a tenu sa première réunion du 15 au 18 novembre 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie).

Il a traité des points suivants : tendances importantes en matière d'application de la science et de la technologie dans le domaine des ressources naturelles et de la biodiversité ; recommandations en vue de mesures nationales, régionales et internationales qui soient concrètes, réalistes et orientées vers l'action ; progrès accomplis dans l'application des résolutions ou des plans d'action concernant l'eau, l'énergie et les minerais et possibilités de renforcer ainsi la coopération régionale ; efforts déployés par la CEA pour formuler des politiques relatives aux ressources naturelles, à la science et à la technologie pour la période biennale 2000-2001.

Dans le domaine des minerais et de l'énergie, le Comité a insisté sur l'application des recommandations et des décisions de la deuxième Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et énergétiques, qui s'est tenue les 21 et 22 novembre 1997 à Durban (Afrique du Sud).

Dans le domaine des ressources en eau, il a demandé que les objectifs des activités menées par le secrétariat de la CEA soient clairement définis et axés sur l'action. Il a jugé essentiel de renforcer la consultation et la coopération interinstitutions au sein du système des Nations Unies.

Dans le domaine de la science et de la technologie, le Comité a fait des recommandations sur les points suivants : stratégie globale de renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie ainsi que de la mise en valeur durable des ressources naturelles ; applications industrielles des résultats de la recherche ; rôle des institutions nationales et régionales dans la promotion de l'application de la science et de la technologie en vue d'une gestion durable des ressources naturelles.

8. Dix-huitième session du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale

Le Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale a tenu sa dix-huitième session du 10 au 12 avril 2000 à N'Djamena (Tchad).

Il s'est penché sur les points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique centrale ; programme de travail du Centre pour l'année 2000 ; rapports sectoriels ; rôle des organisations non gouvernementales dans le renforcement de l'intégration régionale en Afrique centrale ; rôle des réseaux visant à intégrer la problématique hommes-femmes dans le développement national et à promouvoir l'intégration en Afrique centrale ; rôle de l'industrie pétrolière dans le développement de l'Afrique centrale ; harmonisation des programmes de convergence macro-économique dans la sous-région ; modélisation macro-économique.

Le Comité a recommandé, en particulier :

- a) De désigner des coordonnateurs dans les Ministères de la planification des Etats membres, afin d'assurer le suivi des recommandations et des décisions prises par le Comité, ainsi que la diffusion des travaux et des publications du Centre ;
- b) De renforcer les capacités en matière d'analyse de leur politique des Etats membres et de modélisation macro-économique, et de mettre à l'essai, en vue de sa validation, le modèle macro-économique «Cameruni», élaboré par le Centre ;
- c) De mener, au Centre, une étude de l'incidence des activités des ONG sur le développement des pays de la sous-région ;
- d) D'accélérer la mise en œuvre des plans relatifs à une infrastructure nationale d'information et de communication dans les pays d'Afrique centrale ;
- e) D'inviter les Etats membres à intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs politiques et leurs programmes.

9. Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe

Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe a tenu sa sixième réunion du 11 au 13 avril 2000 à Windhoek (Namibie).

Il a examiné les points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique australe, y compris une étude spéciale relative aux effets de la criminalité sur le développement économique et social dans

la sous-région ; mise en œuvre des décisions pertinentes prises par des conférences régionales et mondiales ; état d'exécution des programmes de la CEA ; coopération internationale, coordination et relations interinstitutions ; priorités régionales et programme de travail du Centre ; planification relative aux technologies de l'information et de la communication dans les pays d'Afrique australe.

Le Comité a principalement adopté les recommandations suivantes :

a) Le Comité a demandé instamment aux Etats membres de renouveler et de renforcer leur engagement et leur appui en faveur des activités liées à la population et au développement et de prendre des mesures concrètes pour appliquer les recommandations concernant la voie à suivre en matière de population et de développement en Afrique au XXI^e siècle ;

b) Le Comité a félicité la CEA pour la mise au point du modèle PEDA (Population, environnement, développement et agriculture) qui est un outil de mobilisation. Il a recommandé que le modèle tienne compte des différences qui existent d'un pays à l'autre, en matière de sécheresse, de sols, de coût des facteurs de production et des produits agricoles, d'exode rural et d'utilisation (excessive ou insuffisante) des innovations technologiques susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire ;

c) Le Comité a réitéré que les technologies de l'information et de la communication (Internet, commerce électronique et autres procédés qui limitent les coûts de transport) pouvaient permettre aux Etats membres de gagner en efficacité et de faire des économies. L'exploitation d'un réseau de données d'ordre éducatif permettait de toucher le plus grand nombre et, partant, d'assurer une meilleure couverture de la population ; le Comité a donc recommandé que le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe fasse de l'utilisation de ces technologies une des priorités de son programme de travail ;

d) Le Comité a demandé à chaque Etat membre d'élaborer un plan relatif à son infrastructure nationale d'information et de communication (INIC), en veillant aux volets «élaboration», «contenu» et «applications» et en ciblant ses travaux sur les principaux groupes d'utilisateurs, car la politique nationale relative à l'information et à la communication doit correspondre aux grands objectifs du développement.

10. Troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest

Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest a tenu sa troisième réunion du 7 au 10 juin 2000 à Abuja (Nigeria).

Il a examiné les points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest ; intégration des dimensions démographiques et environnementales dans les plans, projets et programmes de développement agricole durable ; promotion de l'intégration sous-régionale à travers des initiatives régionales et mondiales de prise en compte de la problématique hommes-femmes ; mécanismes d'autofinancement des communautés économiques sous-régionales et des organisations intergouvernementales ; création d'un site Internet de l'Afrique de l'Ouest sur le développement durable ; intégration physique en Afrique de l'Ouest.

Le Comité a notamment recommandé que :

a) Le Centre organise une série d'ateliers régionaux sur le modèle PEDA (que le Comité a approuvé comme instrument de mobilisation en matière de population, d'environnement, de développement et d'agriculture) et sur les questions connexes, afin de susciter des débats approfondis et qu'il propose des méthodes permettant d'intégrer les questions interdépendantes dans les plans, programmes et projets de développement ;

- b) Le Centre organise des ateliers afin de sensibiliser davantage les hommes aux questions de genre ;
- c) Les spécialistes et les décideurs soient sensibilisés à l'importance de questions comme l'éducation des filles ;
- d) La CEDEAO s'efforce de créer, au sein de son secrétariat, un groupe chargé des questions de parité et, en collaboration avec le Centre, apporte un appui technique à l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO) ;
- e) La CEDEAO et le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest préparent, conjointement, une étude sur les moyens d'aider les femmes à définir les domaines dans lesquels elles ont besoin de renforcer leurs capacités ;
- f) Le Centre mène une étude sur les lacunes des mécanismes en place, en ayant pour souci de se doter d'un financement durable, et qu'il utilise ses ressources pour appuyer des objectifs plus variés ;
- g) Le Centre entame, pour la création envisagée du site Internet de l'Afrique de l'Ouest, une campagne de mobilisation de ressources, axée sur : la conception du site ; l'aide à apporter aux Etats membres pour créer ou consolider des bases de données connectées à Internet ; l'harmonisation des méthodes de collecte de l'information et l'uniformisation des formats de création de l'information.

11. Quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest

La quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest s'est tenue du 26 au 29 mars 2001 à Dakar (Sénégal).

La réunion a porté sur les points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest ; stratégies, politiques ou technologies alimentaires propres à renforcer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest ; gestion intégrée des lacs et des bassins fluviaux communs ; prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les politiques et les programmes de développement ; gestion de la dette et lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest ; renforcement de l'intégration régionale ; examen du projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2002-2003 .

Le Comité a notamment adopté les recommandations suivantes :

- a) En ce qui concerne la promotion de la technologie, et tout particulièrement le projet Xantham gum, le Comité a demandé instamment au Centre de travailler en collaboration étroite avec les Etats membres, le Centre régional africain de technologie (CRAT), les instituts de technologie alimentaire et le secteur privé. Il a demandé que les résultats techniques du projet soient examinés par un groupe spécial d'experts composé de scientifiques qui seraient chargés de prendre la décision voulue et de tracer la voie à suivre ;
- b) Le Centre devrait entreprendre une étude du commerce transfrontières de produits alimentaires et de bétail ;

c) Le Comité a souligné le rôle producteur des femmes de la sous-région dans le domaine de l'alimentation ainsi que le fait qu'elles subviennent souvent aux besoins de membres de leur famille. Il a demandé que les stratégies alimentaires tiennent compte des problèmes des femmes, de leur accès limité à des ressources telles que la terre, le travail, le capital, le crédit et les services de vulgarisation ;

d) Le Comité a en outre identifié, en ce qui concerne les femmes, des domaines prioritaires pour lesquels des politiques doivent être formulées. Il s'agit des domaines suivants : éducation, agriculture et infrastructure, soins de santé et nutrition, emploi et lutte contre la pauvreté ;

e) Le Comité a demandé au Secrétariat de la CEDEAO d'associer le Centre au suivi de la mise en œuvre du plan d'interconnexion des réseaux d'électricité ;

f) Le Comité a demandé aux organisations intergouvernementales sous-régionales responsables de la mise en valeur des bassins fluviaux de rationaliser leurs programmes et leurs activités de façon à optimiser la gestion des ressources en eau dans la sous-région ;

g) Après avoir examiné le projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2002-2003, le Comité a émis des idées et donné des indications concernant l'exécution d'études et d'activités spécifiques programmées au titre de la partie A et de la partie B, comme suit :

Produit 2 (iv) : État de la gouvernance dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Le Comité a fait remarquer que cette activité avait des implications politiques profondes et il a émis des doutes quant à la capacité du Centre à l'exécuter de manière satisfaisante.

Produit 2 (vi) : État de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique de l'Ouest

Le Comité a noté l'existence d'un déficit alimentaire dans les pays représentés au sein du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel, et ceci tout particulièrement dans les zones vulnérables qui recouvrent un certain nombre de pays. Lorsqu'il mènera cette étude, le Centre devra prêter une attention particulière à ces zones et proposer des stratégies pour remédier à la situation.

Produit 2 (vii) : État d'avancement des plans nationaux relatifs à l'infrastructure de l'information et de la communication dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans le cadre de cette activité, l'infrastructure de communication doit englober l'information géographique de tous les États membres car la connaissance de la géographie des États membres est une condition préalable au processus de planification du développement.

Produit 2 (viii) : Rapport d'avancement sur l'élaboration et l'application des critères de convergence macroéconomique et la création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest

Le Comité a appelé l'attention du Secrétariat sur le fait que les critères avaient déjà été choisis par les États membres. Le rapport ne devrait donc s'attacher qu'aux progrès accomplis dans la mise en place de la monnaie unique.

Produit 2 (ix et x) : Applications des biotechnologies dans les domaines de l'industrie alimentaire et du développement des petites et moyennes entreprises ;

Rapport sur l'accès aux marchés des capitaux pour le financement des petites et des moyennes entreprises.

Dans la réalisation de ces activités, le Secrétariat devra notamment faire des études de cas comparatives sur les réussites enregistrées dans le secteur privé.

Produit A.3(ii) : Harmonisation des programmes de convergence macroéconomique de la CEDEAO et de l'UEMOA : vers une zone monétaire unique

Le Comité a noté que la CEDEAO et l'UEMOA avaient mis en place un cadre de consultation et que l'harmonisation de leurs vues progressait. En raison de son rôle primordial dans la coopération et de l'intégration dans la sous-région, le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest devait participer à ce cadre de consultation et faire rapport à la réunion suivante du Comité intergouvernemental d'experts sur les résultats qui auraient été obtenus.

Produit B.3 Manifestation spéciale : Forum Ouest-africain d'investissement

Dans l'exécution de cette activité, le CDSR pour l'Afrique de l'Ouest devrait envisager de créer une synergie avec l'exposition commerciale qui se tient tous les deux ans à Dakar avec l'appui de l'Union européenne. Le Centre pourra notamment faire rapport au Comité intergouvernemental d'experts sur la suite donnée à cette manifestation.

12. Quinzième réunion du Comité intergouvernemental du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord

Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord a tenu sa quinzième réunion du 28 au 31 mars 2000 à Tanger (Maroc).

Il a traité des points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord ; équité entre les sexes et rôle de la femme dans le développement économique et social dans le contexte des valeurs culturelles de l'Afrique du Nord ; gestion de la dette, commerce et investissement ; irrigation et gestion des ressources en eau ; études prospectives à long terme en Afrique du Nord ; examen du programme de travail du Centre pour la période 2000-2001.

Le Comité a notamment recommandé au Centre, de :

- a) Faciliter et encourager, entre les Etats membres de la sous-région, le partage des informations et des pratiques donnant les meilleurs résultats ;
- b) Développer ses activités dans le domaine des technologies de l'information en créant son propre site Internet ;
- c) Mener une étude approfondie sur les modalités de conversion de la dette ;
- d) Organiser un forum sur l'investissement, à l'intention des pays de la sous-région.

13. Seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord

Le Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord a tenu sa seizième réunion du 13 au 16 mars 2001 à Tanger (Maroc).

Il a examiné les points suivants : étude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord ; études prospectives à long terme et emploi ; identification et analyse de méthodes et stratégies éprouvées en matière de réduction des inégalités entre hommes et femmes ; meilleurs programmes de microfinancement pour les femmes et les jeunes ; meilleures pratiques en matière de prévention de la sécheresse, de lutte contre ce fléau et de gestion des ressources en eau ; sécurité alimentaire et développement durable ; projet de programme de travail pour la période biennale 2002-2003.

Le Comité a notamment recommandé :

- a) Qu'un Comité directeur soit mis en place, conformément à la décision prise lors de la quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts. Les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait pourraient désigner leurs représentants dans le mois qui suivrait la création du Comité directeur ;
- b) Que le Comité directeur des études prospectives à long terme étudie les moyens de formuler, de concert avec les institutions spécialisées, une stratégie sous-régionale de lutte contre le chômage et qu'il réfléchisse à la possibilité de proclamer une décennie de lutte contre le chômage ;
- c) Que le CDSR organise une réunion sur le microfinancement en Afrique du Nord. Les rapports nationaux que les Etats membres présenteraient sur la question devraient permettre de signaler les meilleures pratiques dans ce domaine et de définir les modalités d'élaboration de programmes de microfinancement au sein des populations cibles, notamment dans les zones rurales ;
- d) Que le CDSR convoque une réunion spéciale d'experts de la sous-région sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques d'emploi en Afrique du Nord, y compris dans les zones rurales. Le PNUD a approuvé l'organisation d'une telle réunion ;
- e) Que le CDSR prépare, pour la prochaine réunion du Comité intergouvernemental d'experts, une étude sur les meilleures pratiques en matière de prévention de la sécheresse, de lutte contre ce fléau et de gestion des ressources en eau, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique du Nord ;
- f) Que le CDSR intègre dans son prochain programme de travail, le suivi et l'évaluation des recommandations et décisions de conférences internationales comme celle qui a été consacrée à la sécurité alimentaire. Ce point devrait figurer à la section C.3 du programme de travail, relative à la participation du Centre aux activités des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies.